

LES MÉDICAMENTS

REPRÉSENTATION DES PHARMACIENS AUX
ORGANISMES D'ENQUÊTE

A l'appel de l'ordre du jour.

M. R. R. Southam (Moose-Mountain): Monsieur l'Orateur, j'aimerais poser une question au premier ministre. Le premier ministre est-il en mesure de répondre à la question que je lui ai posée mardi dernier au sujet de la nomination d'un représentant de l'Association des pharmaciens du Canada au sein des comités, conseils et commissions mis sur pied pour étudier des questions intéressant la profession, directement ou non, et la distribution des produits pharmaceutiques à la population du Canada.

Le très hon. L. B. Pearson (premier ministre): Monsieur l'Orateur, je m'excuse auprès de mon honorable ami. J'avais la réponse à cette question hier. Je n'ai pas mon carnet avec moi aujourd'hui, mais je promets de lui donner cette réponse demain matin.

LES CÉRÉALES

VANCOUVER—VENTE POSSIBLE D'UN ÉLEVATEUR

A l'appel de l'ordre du jour.

M. J. H. Horner (Acadia): Monsieur l'Orateur, j'ai une question à poser au ministre des Transports. La Commission des ports nationaux a-t-elle pour principe de vendre les installations qui servent à la manutention des céréales à Vancouver? Le cas échéant, comment cela favorisera-t-il l'expansion de ces installations dans le port?

L'hon. J. W. Pickersgill (ministre des Transports): Monsieur l'Orateur, je crois avoir saisi presque toute la question de l'honorable député à part du mot le plus important.

M. Horner (Acadia): La Commission des ports nationaux a-t-elle pour principe de vendre les installations qui servent à la manutention des céréales dans le port de Vancouver? Le cas échéant, comment cela favorisera-t-il le progrès du port et l'expansion rapide des installations de manutention qui s'y trouvent?

L'hon. M. Pickersgill: Monsieur l'Orateur, il n'est nullement question de principe en l'occurrence. Il a été question de vendre un élévateur à grain, mais comme la capacité de l'élévateur restera la même, je ne vois pas comment la vente pourrait porter atteinte à la quantité de grain manutentionné.

[L'hon. M. Cardin.]

LES RELATIONS FÉDÉRALES-
PROVINCIALESDISCOURS DU SECRÉTAIRE D'ÉTAT SUR LA
DÉCENTRALISATION

A l'appel de l'ordre du jour.

M. Colin Cameron (Nanaimo-Cowichan-Les îles): Monsieur l'Orateur, j'ai à poser au secrétaire d'État une question découlant d'un article qui a paru dans la *Gazette* de ce matin à propos d'un discours que le ministre a prononcé au Club Richelieu dans la ville de Québec. Le ministre aurait dit que le fédéralisme coopératif «doit s'associer à l'idée de décentralisation», tant fiscale que législative. Jusqu'où le ministre estime-t-il que la décentralisation fiscale peut aller, au delà de ce qu'elle est actuellement, sans mettre en danger la stabilité de la Confédération?

L'hon. Maurice Lamontagne (secrétaire d'État): Monsieur l'Orateur, je n'ai pas préconisé une plus grande décentralisation dans ce domaine, et je serai heureux d'envoyer un exemplaire de mon discours à l'honorable député.

RADIO-CANADA

TEMPS GRATUIT AUX PARTIS POLITIQUES

A l'appel de l'ordre du jour.

M. H. A. Olson (Medicine-Hat): Le secrétaire d'État aurait-il l'obligeance de renseigner la Chambre sur le temps que Radio-Canada met gracieusement à la disposition des divers partis politiques au cours des émissions *The Nation's Business* et *Les Affaires de l'État*? Comme on a pris une décision à ce propos, je saurais gré au ministre de nous indiquer comment le temps a été réparti.

L'hon. Maurice Lamontagne (secrétaire d'État): Je ne savais pas qu'on venait de prendre une telle décision. C'est possible. Je vais m'informer, et je répondrai la semaine prochaine.

M. Olson: Le ministre en profiterait-il pour procurer à la Chambre une copie de la formule qui a servi à répartir le temps?

L'hon. M. Lamontagne: Bien volontiers, monsieur l'Orateur.

LE COMMERCE

ROYAUME-UNI—PRÉTENDUE PLAINTE CONTRE LES
PRATIQUES ANTIDUMPING

A l'appel de l'ordre du jour.

M. Reid Scott (Danforth): J'ai à poser au ministre du Commerce une question qui découle d'un discours qu'a prononcé M. Edward